

Particuliers

Publié le 19/11/2022 – Mis à jour le 06/03/2023

Qu'est-ce que la commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT) ?

La **CSSCT** est une commission créée au sein du comité social et économique (CSE). Dans quels entreprises ou établissements doit-elle être **mise en place** ? **Comment** est-elle mise en place ? Quels sont ses **membres**, ses **missions**, les **participants** aux réunions ? Nous faisons un point sur la réglementation.

La réglementation est différente selon l'**effectif** de l'entreprise ou son **exposition** à des **risques particuliers** (installations nucléaires, site Séveso seuil haut par exemple).

Représentation du personnel dans l'entreprise

Quelles sont les entreprises concernées par la mise en place d'une CSSCT ?

Une CSSCT est **obligatoire** dans les entreprises et établissements distincts si l'effectif est **d'au moins 300 salariés**. Cet **effectif** doit être atteint pendant **12 mois consécutifs**.

Une CSSCT **centrale** est également **obligatoire** si l'entreprise a **plus de 300 salariés** et comporte 2 établissements **distincts**, que l'effectif de ces établissements soit inférieur, égal ou supérieur à 300 salariés.

Quelles sont les missions de la CSSCT ?

La CSSCT exerce, par délégation du comité social et économique (CSE), tout ou partie des **attributions** du comité portant sur la **santé**, la **sécurité** et les **conditions de travail**.

Dans les domaines de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, la CSSCT est **compétente**, par exemple, sur les points suivants :

Analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes

Amélioration de l'accès des **femmes** à tous les emplois et résolution des problèmes liés à la maternité

Adaptation et **aménagement** des postes de travail pour faciliter l'accès et le maintien des personnes handicapées à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle

Proposition de toute initiative qu'elle estime utile et notamment des actions de **prévention** des risques psychosociaux

À savoir

La CSSCT **ne peut pas avoir recours à un expert**. Elle n'a **pas** les attributions **consultatives** du CSE.

Comment est mise en place la CSSCT ?

La mise en place **d'une** ou **plusieurs** CSSCT est effectuée par accord d'entreprise négocié avec un délégué syndical. En l'**absence** de délégué syndical, cette mise en place est **possible** par **accord** entre l'employeur et le CSE . Cet accord doit être adopté à la **majorité** des membres **titulaires élus**.

Lorsque aucun accord n'a été conclu, l'employeur **peut décider** de mettre en place une ou plusieurs CSSCT.

Dans ce cas, le **règlement intérieur** du CSE détermine les **conditions** de mise en place de la CSSCT (nombre de membres, missions, fonctionnement et moyens alloués, formations spécifiques).

Qui sont les membres de la CSSCT ?

La CSSCT est **présidée** par l'**employeur** ou son représentant.

Elle compte au minimum **3 représentants du personnel** qui doivent être membres du CSE .

Au moins 1 représentant doit appartenir au collège technicien, agent de maîtrise et cadre ou si nécessaire 1 au collège cadre (titulaire ou suppléant) en fonction de l'effectif de l'entreprise.

Les membres de la CSSCT sont des **salariés protégés**.

À savoir

L'employeur **peut** se faire assister par des **collaborateurs** appartenant à l'entreprise et choisis en dehors du CSE.

Ensemble, ils ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui des représentants du personnel titulaires.

L'ensemble de la délégation du personnel de la CSSCT au CSE bénéficie d'une formation santé, sécurité et conditions de travail.

Qui est invité à participer aux réunions de la CSSCT ?

En plus de l'employeur et des membres de la CSSCT, les personnes suivantes **peuvent** assister aux réunions de la CSSCT :

Membres de la **délégation** du personnel au CSE

Médecin du travail ou le membre de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail

Responsable interne ou agent chargé du service de **sécurité** et des conditions de travail

Agent de contrôle de l'inspection du travail et agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale

Une CSSCT est-elle obligatoire ?

Dans les entreprises ou établissements distincts de **moins** de 300 salariés, la CSSCT n'est **pas obligatoire**. Il est toutefois **possible** de mettre en place une CSSCT.

L'inspecteur du travail **peut imposer** la création d'une CSSCT, si cette mesure est nécessaire, notamment en raison de la **nature des activités**, de l'**agencement** ou de l'**équipement** des locaux.

Il peut l'**imposer** dans un établissement de **moins** de 50 salariés **appartenant** à une entreprise de **plus** de 50 salariés.

Il ne peut pas l'imposer dans une entreprise de **moins** de 50 salariés.

Cette **décision** peut être **contestée** devant le Drees ou devant le tribunal administratif lors d'un recours contentieux.

Lorsque la CSSCT est mise en place, elle obéit aux **mêmes règles** que dans une entreprise ou établissement de **plus** de 300 salariés.

Quelles sont les missions de la CSSCT ?

La CSSCT exerce, par délégation du comité social et économique (CSE), tout ou partie des **attributions** du comité portant sur la **santé**, la **sécurité** et les **conditions de travail**.

Dans les domaines de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, la CSSCT est **compétente**, par exemple, sur les points suivants :

Analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes

Amélioration de l'accès des **femmes** à tous les emplois et résolution des problèmes liés à la maternité

Adaptation et aménagement des postes de travail pour faciliter l'accès et le maintien des personnes handicapées à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle

Proposition de toute initiative qu'elle estime utile et notamment des actions de **prévention** des risques psychosociaux

À savoir

La CSSCT **ne peut pas avoir recours à un expert**. Elle n'a **pas** les attributions **consultatives** du CSE.

Comment est mise en place la CSSCT ?

La mise en place d'**une** ou **plusieurs** CSSCT peut être décidée par accord d'entreprise négocié avec un délégué syndical.

En l'**absence** de délégué syndical, cette mise en place est **possible** par **accord** entre l'employeur et le CSE. Cet accord doit être adopté à la **majorité** des membres **titulaires élus**.

Lorsque aucun accord n'a été conclu, l'employeur **peut décider** de mettre en place une ou plusieurs CSSCT.

Dans ce cas, le **règlement intérieur** du CSE détermine les **conditions** de mise en place de la CSSCT (nombre de membres, missions, fonctionnement et moyens alloués, formations spécifiques).

À savoir

Les conditions de mise en place restent identiques si l'inspecteur du travail impose la création d'une CSSCT à l'employeur.

Qui sont les membres de la CSSCT ?

La CSSCT est **présidée** par l'**employeur** ou son représentant.

Elle compte au minimum **3 représentants du personnel** qui doivent être membres du CSE .

Au moins 1 représentant doit appartenir au collège technicien, agent de maîtrise et cadre ou si nécessaire 1 au collège cadre (titulaire ou suppléant) en fonction de l'effectif de l'entreprise.

Les membres de la CSSCT sont des **salariés protégés**.

À savoir

L'employeur **peut** se faire assister par des **collaborateurs** appartenant à l'entreprise et choisis en dehors du CSE.

Ensemble, ils ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui des représentants du personnel titulaires.

L'ensemble de la délégation du personnel de la CSSCT au CSE bénéficie d'une formation santé, sécurité et conditions de travail.

Qui est invité à participer aux réunions de la CSSCT ?

En plus de l'employeur et des membres de la CSSCT, les personnes suivantes **peuvent** assister aux réunions de la CSSCT :

Membres de la **délégation** du personnel au CSE

Médecin du travail ou le membre de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail

Responsable interne ou agent chargé du service de **sécurité** et des conditions de travail

Agent de contrôle de l'inspection du travail et agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale

Qu'est-ce qu'une entreprise à risques particuliers ?

Une entreprise ou un établissement à risques particuliers est une entreprise ou un établissement dans lequel se trouve les caractéristiques suivantes :

Présence d'au moins une **installation nucléaire** de base

Présence d'au moins **une installation** dans laquelle des **substances**, préparations ou mélanges **dangereux** sont présents. Les quantités de ces produits doivent engendrer des **dangers** particulièrement **importants**. Et la sécurité et la santé des populations voisines et l'environnement doivent être **menacées**.

Présence de **cavités** ou formations **souterraines** pour le stockage de **gaz naturel**, **hydrocarbures** liquides, liquéfiés ou gazeux ou de produits **chimiques** à destination industrielle

La mise en place d'une CSSCT est-elle obligatoire dans une entreprise ou un établissement à risques particuliers ?

Oui, la mise en place d'une CSSCT est **obligatoire**.

Quelles sont les missions de la CSSCT ?

La CSSCT exerce, par délégation du comité social et économique (CSE), tout ou partie des **attributions** du comité portant sur la **santé**, la **sécurité** et les conditions de travail.

Dans les domaines de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, la CSSCT est **compétente**, par exemple, sur les points suivants :

Analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes

Amélioration de l'accès des **femmes** à tous les emplois et résolution des problèmes liés à la maternité

Adaptation et **aménagement** des postes de travail pour faciliter l'accès et le maintien des personnes handicapées à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle

Proposition de toute initiative qu'elle estime utile et notamment des actions de **prévention** des risques psychosociaux

À savoir

La CSSCT **ne peut pas avoir recours à un expert**. Elle n'a **pas** les attributions **consultatives** du CSE.

Comment est mise en place la CSSCT ?

Dès lors qu'un CSE est en place et sans condition d'effectif, la mise en place d'**une** ou **plusieurs** CSSCT est effectuée par accord d'entreprise négocié avec un délégué syndical.

En l'**absence** de délégué syndical, cette mise en place est **possible** par **accord** entre l'employeur et le CSE. Cet accord doit être adopté à la **majorité** des membres **titulaires élus**.

Lorsque aucun accord n'a été conclu, l'employeur **peut décider** de mettre en place une ou plusieurs CSSCT.

Dans ce cas, le **règlement intérieur** du CSE détermine les **conditions** de mise en place de la CSSCT (nombre de membres, missions, fonctionnement et moyens alloués, formations spécifiques).

Qui sont les membres de la CSSCT ?

La CSSCT est **présidée** par l'**employeur** ou son représentant.

Elle compte au minimum **3 représentants du personnel** qui doivent être membres du CSE .

Au moins 1 représentant doit appartenir au collège technicien, agent de maîtrise et cadre ou si nécessaire 1 au collège cadre (titulaire ou suppléant) en fonction de l'effectif de l'entreprise.

Les membres de la CSSCT sont des **salariés protégés**.

À savoir

L'employeur **peut** se faire assister par des **collaborateurs** appartenant à l'entreprise et choisis en dehors du CSE.

Ensemble, ils ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui des représentants du personnel titulaires.

L'ensemble de la délégation du personnel de la CSSCT au CSE bénéficie d'une formation santé, sécurité et conditions de travail.

Qui est invité à participer aux réunions de la CSSCT ?

En plus de l'employeur et des membres de la CSSCT, les personnes suivantes **peuvent** assister aux réunions de la CSSCT :

Membres de la **délégation** du personnel au CSE

Médecin du travail ou le membre de l'équipe pluridisciplinaire du service de prévention et de santé au travail

Responsable interne ou agent chargé du service de **sécurité** et des conditions de travail

Agent de contrôle de l'inspection du travail et agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale

Et aussi...

- Lanceurs d'alerte en entreprise
- Comité social et économique (CSE)
- Congé de formation d'un membre du CSE en santé, sécurité et conditions de travail

Où s'informer ?

- Direction départementale en charge de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS ou DDETS-PP)

Et aussi...

- Lanceurs d'alerte en entreprise
- Comité social et économique (CSE)
- Congé de formation d'un membre du CSE en santé, sécurité et conditions de travail

Textes de référence

- Code du travail : articles L2315-36 à L2315-44
Commission santé, sécurité et conditions de travail du CSE



AGGLOMÉRATION

Luberon Monts de Vaucluse

Horaires : Lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Adresse : 315 avenue Saint Baldou 84300 Cavaillon

Tél. : 04 90 78 82 30